



RÉFORME FERROVIAIRE

FACE À UN GOUVERNEMENT BORNÉ, LES CHEMINOTS DE LA TRACTION DOIVENT AMPLIFIER LA MOBILISATION !

Alors que la mobilisation contre la réforme du ferroviaire va entrer dans son 2ème mois de lutte, la mobilisation des cheminots de la Traction est toujours à un niveau très élevé. ADC, GM et CTTL sont convaincus que la réforme proposée par le gouvernement d'Edouard Philippe est néfaste pour le service public ferroviaire, les usagers et les cheminots.

Malgré un simulacre de concertation organisé par le gouvernement à travers une multitude de réunions au cours desquelles aucune négociation sérieuse n'est réalisée, les cheminots et plus particulièrement ceux de la Traction demeurent déterminés.

Aucun des 8 points de la plateforme revendicative commune n'a trouvé une réponse digne de ce nom.

Sur la dette et le financement par exemple, aucune annonce concrète, juste une provocation du gouvernement consistant à dire aux Français qu'ils allaient devoir payer la note. En réalité, le gouvernement entend continuer à faire payer la dette aux cheminots à travers des suppressions d'emplois. Ces dernières ont pour conséquence de renforcer l'isolement des ADC (EAS, suppression des autorisations de départ, ...) augmenter la productivité des roulements, réduire les périodes d'ouverture des bureaux de commande voire les fermer, augmenter le nombre d'ADC par équipe pour les CTTL.

De même, concernant le Fret, non content de ne pas répondre à la nécessité de relancer le transport de marchandises par le rail à travers Fret SNCF, le gouvernement, sans aucune négociation préalable, annonce unilatéralement la filialisation prochaine de cette activité. Cette annonce, si elle se concrétisait, sonnerait la fin des parcours professionnels des cheminots et notamment ceux de la Traction.

De nombreux ADC se verraient retirer de fait du GPF et ne bénéficieraient plus de l'accord sur le temps de travail, le dumping social devenant la règle au sein de cette filiale.

L'organisation de la production en multi-activité, seule organisation efficace et pertinente, serait rendue impossible.

Transformation du Statut de l'entreprise et ouverture à la concurrence, fin du Statut des cheminots. La transformation des Statuts de l'entreprise d'EPIC en société anonyme est la 1ère pierre à la privatisation de la SNCF. Le gouvernement peut bien promettre que cette société anonyme demeurera détenue à 100% par l'Etat, les exemples de La Poste ou de GDF sont là pour contredire toutes les promesses.



Sur la fin du Statut des cheminots, le gouvernement souhaite le voir disparaître pour les nouveaux embauchés très rapidement (janvier 2020).

Selon le gouvernement, ce Statut est la cause de tous les maux dans notre entreprise et notamment de la dette. Or la dette est de la seule responsabilité des gouvernements successifs qui ont imposé à des directions soumises des investissements sans aucun financement en contrepartie.

Notre Statut est un élément essentiel dans la sécurité ferroviaire. Il permet à un ADC par exemple de refuser toute pression allant à l'encontre de la sécurité. Le conserver est donc essentiel pour garder le niveau de sécurité dont le système ferroviaire a besoin.

Quant à l'ouverture à la concurrence, elle ne vise qu'à remplir les poches des actionnaires avec l'argent public au détriment des usagers et des cheminots transférés chez un opérateur privé.

En aucun cas, cette ouverture à la concurrence sera de nature à améliorer la qualité de service pour les usagers. Les trains du Privé auront à circuler sur les mêmes voies que ceux de la SNCF avec les mêmes aléas mais avec moins de moyens puisqu'une bonne partie d'entre eux sera captée par les actionnaires.

Transfert des personnels. En plus de constituer une perte de garanties collectives (déroulement de carrière, accord d'entreprise, ...) les transferts de personnels sonnent le glas des parcours professionnels.

Ce n'est pas un pseudo engagement de la direction de la traction, à œuvrer au sein du patronat ferroviaire pour permettre l'accès au TGV aux ADC transférés dans les entreprises privées, qui est de nature à rassurer les ADC.

La mobilisation des cheminots engagée depuis un mois doit être renforcée.

Contrairement aux affirmations de la direction, les roulants ne sont pas les seuls à se mobiliser. D'ores et déjà, les effets de la grève sont visibles et ce même en dehors des périodes de grève. De nombreuses régions manquent de matériels roulants faute d'entretien, et des plans de transport de niveau S1 ont cours sur les périodes de non grève. De nombreux travaux sont reportés ...

Cheminots de la Traction, amplifions notre mobilisation pour contraindre le 1^{er} Ministre et son gouvernement à faire d'autres propositions le 07 mai prochain.

**Tous en grève sur la 7^{ème} séquence des 03 et 04 mai prochains.
Déposez dès à présent votre D2I**

